La cité-Etat voit loin : devenir la plateforme du commerce et de l'investissement dans la région.



© leungchopan - Fotolia.com

Singapour, Un hub pour l'Asie

Carrefour de l'Asean, carrefour asiatique, carrefour mondial : Singapour ne cesse d'intriguer et de séduire avec son modèle économique très libéral, son insertion dans le commerce mondial et surtout sa stratégie d'attraction des investissements étrangers. Décryptage d'une réussite qui profite à des PME françaises dans une zone émergente.

Il y a quinze mois, le négociant de vins bordelais Dubos Frères a quitté Bangkok, la capitale thaïlandaise, pour s'établir à Singapour. Une délocalisation dans la région justifiée par le fait que la société française étant déjà bien présente dans le monde chinois et en Corée du Sud, « il valait mieux s'installer à Singapour pour se développer en Asie du Sud-est », explique le responsable de cette région, Wilfried Bourceau, qui a élu domicile dans les bureaux de la Chambre française de Commerce de Singapour (FCCS).

« Aujourd'hui, pour aborder le monde chinois, les entreprises s'implantent à Hong-Kong. Mais quand elles veulent rayonner plus largement dans l'Asean (*) ou dans la grande Asie, c'est-à-dire du Moyen-Orient à l'Australie, alors l'option Singapour se détache », commente Frédéric Rossi, le directeur du bureau d'Ubifrance à Singapour. La cité-Etat possède un autre atout majeur aux yeux de Dubos Frères : la présence d'entrepôts de stockage en zone franche. « Or, si nous livrons directement de France certains pays comme le Vietnam, expose Wilfried Bourceau, nous préférons opérer de Singapour quand il s'agit de pays où les règlementations changent, comme l'Indonésie et la Malaisie, où qui demeurent relativement fermés comme la Birmanie ». Selon Frédéric Rossi, « 75 à 80 % des vins importés à Singapour sont ensuite expédiés en Asie jusqu'en Chine et en Inde ». Dans un pays dont le produit intérieur brut (PIB) frise les 51 000 dollars par habitant, Dubos Frères entrevoit aussi la possibilité de séduire le consommateur singapourien avec des vins prestigieux et des grands crus. Singapour a beau être un tout petit pays (voir chiffres clés page 14), dans certains domaines, à lui seul il vaut le détour.

La cité-Etat figure, par exemple, parmi les leaders mondiaux du raffinage, ce qui a incité CTP Environnement, une PME d'une centaine de salariés, à s'implanter sur place. Spécialisé à l'origine dans le nettoyage des unités en marche et à l'arrêt, ce prestataire de service dans le raffinage pétrochimique a aussi développé un système de traitement des effluents qu'il espère bien commercialiser à Singapour.

A partir de ce pays, CTP Environnement Asie Pacifique opère déjà en Inde, à Taïwan – avec un agent trouvé à l'occasion d'une mission organisée par Ubifrance – , et, de façon ponctuelle – avec deux partenaires locaux – en Australie et Nouvelle-Zélande. La société espère aussi développer des flux réguliers en Indonésie et en Malaisie, deux nations où elle vient également de signer deux contrats d'agence, suite à des missions montées par Ubifrance.

Le cadre économique est libéral, l'environnement des affaires est sûr, la stabilité politique n'est pas menacée. Indépendant depuis 1965, ce jeune pays au sud de la Malaisie est, en outre, classé au premier rang mondial quant à la facilité de faire des affaires dans le rapport Doing Business 2013 de la Banque mondiale. Selon Stéphane Benoist, le directeur général du cabinet d'expertise comptable et de conseil Orchid Link, « avec une documentation complète, il est possible de créer une société en une journée ». Il suffit de s'adresser à l'organisme public Acra, un « guichet unique » qui tient le registre du commerce. Enfin, l'Etat n'est pas avare de soutiens « pour les sociétés qui veulent investir dans l'outil de production, la formation ou participer à des expositions », détaille Stéphane Oziol, directeur général de CTP Environnement Asie Pacifique.

Affichant une bonne santé économique (2,9 % de croissance prévue par le FMI cette année), la cité-Etat peut aussi soigner son rôle de carrefour régional. Le bâtiment et les travaux publics y sont très dynamiques. Attiré par la forte croissance du BTP en Asie, Graitec, spécialiste français de la conception assistée par ordinateur (CAO) pour l'ingénierie et la construction, est installé, tout comme Dubos Frères, dans les locaux de la FCCS depuis un peu plus de deux ans. « Le pouvoir d'achat s'élève en Asie, la classe moyenne émerge, ce qui génère une nouvelle demande de construction de magasins. Et à Singapour, le gouvernement poursuit une politique active visant à améliorer la productivité dans un secteur qui reste encore un métier de main d'œuvre », explique Pascal Bergougnou, directeur général Asie Pacifique de Graitec. Aujourd'hui, la filiale singapourienne du concepteur français de logiciels pour la construction pilote égale-

ment les activités de la filiale indienne de la maison mère, qui emploie trois responsables indiens à Bombay.

Singapour veut jouer aussi de son rôle de plateforme régionale pour occuper le terrain des sports et des loisirs. Après avoir obtenu en 2008 l'organisation d'un grand prix de formule 1, le Singapore Sports Hub, un complexe sportif de 55 000 places y est prévu pour accueillir en 2014 le championnat de fin de saison de la WTA, prestigieuse compétition de tennis professionnel féminin, puis l'Asean Football Federation (AFF) Suzuki Cup, co-organisé avec le Vietnam en 2015 et les jeux olympiques d'Asie.

Filiale de Bouygues Construction, Dragages Singapour va construire et gérer l'ouvrage pendant 25 ans dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP). « C'est le plus gros contrat signé par une entreprise française et le seul PPP à Singapour. Généralement, l'Etat finance en cash, mais, dans le cas du Sports Hub, il a souhaité partager le risque opérationnel », commente Frédéric Rossi.

« Il y a de la place pour les PME françaises », assure encore Frédéric Rossi. D'abord, parce qu'elles peuvent y trouver des partenaires, même si, fait-il remarquer, « ce n'est pas une obligation ». Ensuite, la propriété intellectuelle y est protégée et les PME peuvent encore y trouver des financements locaux. Alors que le gouvernement fait aujourd'hui feu de tout bois pour encourager l'innovation, la modernisation de l'économie, l'équipement informatique des entreprises dans le matériel et les logiciels, Frédéric Rossi pointe aussi la mission d'identification confiée à IPI Singapore (www.ipi-singapore.org), un organisme chargé de recenser les besoins des entreprises locales en matière de technologie.

Au fil des ans, Singapour a renforcé son rôle de plaque tournante en signant seul ou dans le cadre de l'Asean des accords commerciaux avec une trentaine de pays. Elle est le premier membre de l'Asean à avoir conclu, le 16 décembre dernier, un accord de libre-échange (ALE) avec l'Union européenne. Il doit encore être ratifié par les Etats-membres. « Sur le plan commercial, l'impact de cet ALE sera limité, car le libre échange est déjà largement pratiqué dans la région. En revanche, il va donner une impulsion supplémentaire à l'investissement étranger déjà très dynamique à Singapour », juge Hubert Testard, chef du Service économique régional (SER) pour l'Asean.

Aujourd'hui, le petit pays asiatique abrite quelque 7 000 multinationales avec un siège régional. D'après une enquête menée par le SER, plus de 600 filiales d'entreprises françaises de toute taille et quelque 160 entrepreneurs individuels y possèdent une implantation locale. Elles y couvrent une palette variée de domaines d'activités, notamment les services financiers (21 % des filiales françaises), l'audiovisuel, l'électronique et les télécommunications (17 %), la mécanique, la sidérurgie, l'automobile et les industries de défense - aéronautique, spatial, naval – (15 %), l'énergie, la chimie et les matériaux (10 %), le BTP et les mines (7 %), tout comme l'habitat, les loisirs et la culture ou encore le domaine de la mode et de la beauté. Suivent l'agroalimentaire (5 %), le transport et la logistique (4 %), la santé, la pharmacie et les sciences de la vie (3 %).

L'afflux d'investissements directs étrangers (IDE) dans le pays a un revers. Seuls les deux tiers de la population sont des citoyens singapouriens et surtout le nombre d'expatriés ne cesse d'augmenter. Il y a ainsi 10 000 Français vivant sur place. Les prix de l'immobilier ont tellement augmenté que l'Etat impose aux étrangers une taxe supplémentaire de 10 % au moment de l'achat d'un appartement. « Les Singapouriens, qui ont toujours été habitués à être propriétaires, n'ont plus les moyens d'acheter », s'inquiète Stéphane Benoist.

C'est dans ce contexte que sont survenues les élections législatives de 2012, à l'issue desquelles l'opposition a grignoté des sièges au Parlement, rendant plus sensibles les revendications de Singapouriens pour de meilleurs salaires. Jalousie vis-à-vis des expatriés ou plus précisément des Chinois de Chine, dans un pays où les Chinois constituent 75 % de la population ? Volonté aussi du gouvernement que le personnel local accède à des fonctions plus importantes en entreprise ? Toujours est-il que l'équipe au pouvoir cherche à restreindre l'emploi de stagiaires et de travailleurs étrangers pour inciter les entreprises à engager du personnel local. Une situation qui nuit aujourd'hui à l'activité de certaines sociétés, qui espèrent à terme un revirement du gouvernement.

Une enquête coordonnée par François Pargny avec Carole Chomat à Singapour

(*) Fondée en 1967 par cinq pays - Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande - l'Association des nations du Sud-est asiatique (Asean) s'est enrichie en 1984 de Brunei, en 1995 du Vietnam, en 1997 du Laos et de la Birmanie et en 1999 du Cambodge.

CHIFFRES CLÉS

Population : 5,4 millions d'habitants
Superficie : 720 km²

Indicateurs de croissance (1)	2012	2013 (e)
PIB (milliards USD)	267,94e	277,86
PIB par habitant (USD)	49 936,31e	50 899,18
Indicateurs du commerce extérieur (2)	**2011**	**2012**
Importations de biens (millions USD)	365 770	379 723
Exportations de biens (millions USD)	409 503	408 393
Importations de services (millions USD)	113 827	116 931
Exportations de services (millions USD)	128 891	133 157

Sources : (1) FMI - World Economic Outlook Database. Note : (e) Donnée estimée
(2) OMC - Organisation mondiale du commerce ; Banque Mondiale

Extrait de la fiche pays Singapour du MOCI http://www.lemoci.com


D.R.

Jacky Deromédi, présidente de la section Singapour des Conseillers du Commerce extérieur de la France (CCEF).

Trois questions à Jacky Deromédi

« A Singapour, les entrepreneurs sont plus aidés »

Le Moci. Est-ce que Singapour, qui se présente comme une plateforme régionale, ne souffre pas de la comparaison avec Hong Kong, plus proche de la Chine et mieux connu des Français ?

Jacky Deromédi. Pour les sociétés qui travaillent en Chine, être implanté à Hong Kong est réellement intéressant. Mais Singapour présente un double avantage dans la région, d'abord, sa situation géographique au cœur de l'Asean, un marché de 600 millions d'habitants avec un vrai potentiel, ensuite, son environnement législatif et financier qui est sûr. Ce n'est pas le hasard si des entreprises qui s'étaient délocalisées de Singapour en Chine ou à Hongkong y reviennent.

Le Moci. Avec la montée croissante des coûts d'approche à Singapour, est-ce qu'une implantation n'y devient pas inabordable pour une PME ?

J. D. S'il s'agit des coûts de location, de l'immobilier en général, Singapour n'est pas plus cher que Shanghai, Pékin et Hong Kong. La différence ne se situe pas là. À Singapour, les entrepreneurs sont plus aidés, donc moins noyés. Ne serait-ce que culturellement, c'est plus facile. On y parle anglais. Et la mentalité des Chinois y est différente de celle des Chinois de Chine. À Singapour, il y a une éthique. Il n'y a pas de corruption et la parole est respectée.

Le Moci. L'emploi d'expatriés à Singapour devient un casse-tête. Qu'en est-il exactement ?

J. D. C'est le seul point noir à Singapour. Aucun chiffre, aucun critère précis ne sont vraiment connus, chaque cas est apprécié par le Ministère de la Main-d'Œuvre, qui peut accorder ou ne pas accorder l'obtention ou le renouvellement d'un permis de travail. Or, on ne trouve pas toujours des Singapouriens aux postes recherchés. Résultat, dans l'hôtellerie, certains établissements affichent un déficit en personnel de 25 %. Les Singapouriens estiment que l'afflux d'expatriés dans les postes non qualifiés maintient les salaires bas. Par contre, le fait que certaines sociétés puissent engager des expatriés aux postes à responsabilités crée une concurrence qui n'est pas toujours à leur avantage. De plus, quand dans le passé on prenait un stagiaire étranger en première ou deuxième année d'école de commerce pour deux ou trois mois avec un défraiement de 1 000 ou 1 500 dollars par mois, on ne peut plus le faire maintenant à moins de 3 000 dollars par mois, ce qui rend la chose impossible. Nous espérons évidemment que le gouvernement singapourien assouplira les règles de manière à ce que nous puissions continuer à répondre aux demandes toujours croissantes tant de stages que d'emplois.

Propos recueillis par François Pargny

(*) Installée depuis 25 ans à Singapour, Jacky Deromédi y a créé en 1989 Aprim Interior Design, une société d'architecture intérieure

La FCCS accueille les PME et favorise l'emploi

Depuis son ouverture en mai 2010, le Business Center de la Chambre française de Commerce à Singapour (FCCS) abrite une quinzaine de sociétés de l'Hexagone, notamment dans les nouvelles technologies, attirées par le marché régional. Ce service de domiciliation – 7 bureaux et huit places en open space – est facturé 950 euros par mois pour une place en open space. « Nos tarifs sont très compétitifs compte tenu de la localisation de la Chambre dans une des principales artères commerçantes de Singapour », souligne Sylvie Berne, responsable du service Appui aux entreprises à la FCCS. Pour un bureau, la PME Graiteic, par exemple, « verse 2 000 euros par mois, hors téléphone ou location de salles de réunion », selon son directeur général Asie-Pacifique, Pascal Bergougnou. Pendant les quatre premiers mois de l'année, la FCCS a déjà aidé à s'implanter sur place une trentaine d'entreprises, alors que ce chiffre a juste dépassé la trentaine en 2012. Chaque année, elle contribue aussi à l'embauche en entreprise de 60 à 80 responsables, souvent des technico-commerciaux. Une prestation d'autant plus appréciée des entreprises françaises que le gouvernement souhaite que la priorité soit plus souvent donnée à l'emploi local. Ce qui est compliqué.

Les réserves de main d'œuvre domestique sont limitées, sa compétence également. Sans oublier sa volatilité qui serait ancrée dans la culture locale. Ainsi, une campagne publicitaire dans le métro pour un site de recrutement vante-t-il la mobilité en ces termes : « changez de travail » pour 1) « gagner de l'argent », 2) « se rapprocher de son domicile » et 3) « disposer d'un meilleur travail ». La fidélité à l'entreprise n'est pas la priorité.

F. P.

SECTEURS PORTEURS

Arts de la table, cosmétiques,
transport, construction navale

Produits gourmets, arts de la table ou cosmétiques séduisent des consommateurs parfois très aisés et toujours friands d'une offre française de qualité. Parallèlement, Singapour développe le tourisme médical et s'équipe dans toute une série de secteurs, comme les transports publics et l'équipement naval.

Gastronomie Pour séduire les consommateurs et les touristes

Les chefs vedettes de la cuisine mondiale sont très demandés en Asie, où la gastronomie s'affirme de plus en plus comme l'un des moteurs du tourisme. Les Français Joël Robuchon, Guy Savoy et Daniel Boulud, l'Américain d'origine autrichienne Wolfgang Puck ou encore le Taïwanais André Chiang sont déjà présents. La cuisine « est l'un de nos principaux axes de développement, précise Ranita Sundra, du Singapore Tourism Board (STB). Les efforts continus du STB visent à faciliter l'innovation constante afin de développer davantage l'industrie F & B – Food & Beverages ». Ranita Sundra estime que la diversité dans la cuisine que propose Singapour est son principal atout pour séduire la clientèle singapourienne et étrangère « Singapour est reconnu par beaucoup comme une capitale mondiale de l'innovation culinaire. Beaucoup de chefs veulent être présents en raison de notre



D.R.

Ranita Sundra, du Singapore Tourism Board (STB).

ouverture vers le monde qui leur permet d'expérimenter des recettes avec beaucoup d'épices diverses et variées, rechercher des saveurs et de nouvelles techniques de cuisson. Avec l'émergence d'une nouvelle génération de chefs, on peut s'attendre à de nouveaux concepts gastronomiques. D'ailleurs, j'espère que d'autres chefs de renom viendront à Singapour prochainement ». Disposant d'un pouvoir d'achat élevé, le consommateur singapourien est curieux de nouvelles saveurs et friand de produits gourmets, qu'il découvre dans les 2 200 restaurants de la Cité-Etat comme le confirme Philippe Vo, directeur de Classic Fine Foods. « Si on pouvait faire une moyenne, je dirais que le consommateur singapourien est curieux, en cours d'apprentissage, amateur de bons produits, attentif à la somme payée. Les conditions sont ainsi remplies pour que la situation reste positive et porteuse dans l'avenir ».

D'après un récent sondage réalisé par MasterCard, les Singapouriens seraient les plus grands amateurs de restaurants d'Asie, devant les Coréens et les Japonais.

Carole Chomat

Arts de la table Pour mieux vivre

Depuis plusieurs années, l'industrie des arts de la table connaît une grande mutation liée pour une large part aux évolutions du comportement des consommateurs. Avec sa population riche (notamment 16 milliardaires et 80 000 millionnaires), ses nombreux expatriés (300 000) et touristes (14,4 millions en 2012), la cité-Etat constitue un marché attractif pour les sociétés spécialisées dans le secteur de la décoration intérieure et des arts de la table. « Nous avons à ce jour six magasins à Singapour et en Malaisie, confie Geoffrey Delhaye, Brand Manager Guy Degrenne. C'est par le biais d'opportunité et de partenaires locaux que nous avons pu nous implanter en Asie du Sud-est. Notre offre est très française mais à Singapour comme en Thaïlande et en Indonésie, les consommateurs ont une volonté d'apprendre l'art de la table à l'occidentale. D'ailleurs, lors de notre dernière présentation de dressage de table en Malaisie, une centaine de personnes étaient présentes. La recherche d'une étiquette, d'un savoir faire et d'un savoir vivre est la principale motivation. L'avantage de Singapour, un marché très mûr, est que les frais de douanes sont peu élevés, que c'est une plateforme logistique formidable et, qu'à l'inverse d'autres pays comme l'Indonésie ou la Thaïlande, le milieu des affaires

y est propre et favorable ». Pour la maison Christofle, son histoire est ancienne avec Singapour. Présente depuis plus de 30 ans, elle est le symbole du luxe et de l'élégance, le prisme de l'art de vivre à la française.

« Nos clients sont fidèles et proviennent également des pays voisins de Singapour comme l'Indonésie, Brunei ou la Malaisie. Ils recherchent ce qu'il y a de mieux dans tout ce qui existe autour de l'art de la table. Plus généralement, en Asie, 4e marché international, Christofle a misé sur l'adaptation aux us et coutumes locaux et toutes nos créations sont bien comprises par nos clients : des pièces classiques aux créations les plus contemporaines trouvent preneurs car désireux de profiter d'instants mémorables dans leur vie ... nous disons souvent "Silver moments".



D.R.

L'art de vivre à la française séduit jusque dans les assiettes et les verres.

Nous travaillons avec les plus grands noms du monde de l'art et du design comme Marcel Wanders, Andre Putman ou Ora Ito qui ont une approche intéressante. Nous pouvons ainsi créer des produits sur mesure, unique que nos clients désirent, explique Emmy Tellier, Retail & Marketing Manager SEA Christofle.

Je pense que l'art de la table à la française est un marché d'avenir en Asie du Sud-est. Pour exemple, l'Indonésie qui connait depuis plusieurs années une croissance annuelle de plus de 6%. Les acheteurs sont prêts à dépenser pour le plaisir et selon leur envie ». *C. C.*

Salon : Maison & Objet émerge à Singapour

Offrir un relais de croissance différent de celui de Maison & Objet à Paris, tout en jouant sur la notoriété de ce salon dédié à l'univers du cadeau et de la décoration haut de gamme, tel est l'objectif de la Safi qui organisera le 1er Maison & Objet Asia du 10 au 13 mars 2014 à Singapour. Une occasion en or, selon la Safi qui a enregistré une hausse de 13 % du visitorat asiatique à la dernière session de son évènement parisien en janvier 2013.

Pour autant, le risque « asiatique » sera limité puisque quand la manifestation parisienne affiche 135 000 m2, Maison & Objet Asia n'en occupera que 6 500 m2 au sein du magnifique Marina Bay Sands Hotel and Convention Center. Du coup, quand plus de 3 000 marques internationales se précipitent chaque année dans le bel Hexagone, elles ne seront que 150 l'an prochain à Singapour.

François Pargny

Agro-alimentaire La carte des vins et produits gourmets

Bénéficiant d'une image de qualité, les produits français sont réputés et appréciés des Singapouriens, notamment les produits gourmets et le vin. « Il suffit de regarder le développement des produits gourmets sur les 10 dernières années pour être optimiste. A Singapour, nous importons déjà des produits de très haute qualité, seulement limités par la législation de l'AVA, l'autorité sanitaire de Singapour qui empêche certaines familles de produits d'être exportées comme la volaille fraiche, la charcuterie, la plupart des viandes. En Asie, chaque pays a sa spécificité telle que des lois incompréhensibles, protectionnistes ou religieuses. L'Asie du Sud-est est un bon mélange de toutes ces contraintes », confie Philippe Vo, directeur de Classic Fine Foods.

Symbole de statut social et de prestige, le vin est à la mode à Singapour, qui représente le marché le plus mature d'Asie du Sud-est, avec un fort penchant pour les grands crus, notamment de Bordeaux et de Bourgogne. La concurrence, surtout australienne, est, toutefois, forte, ce qui n'empêche pas la France de demeurer le premier pays importateur en valeur de vins et spiritueux. Ce secteur illustre bien l'ouverture de Singapour sur la zone, puisque 75 % des importations sont ensuite redistribuées dans le reste de l'Asie. *C. C.*



Hajek - Fotolia.com

Les Singapouriens préfèrent les grands crus, notamment de bordeaux et bourgogne.

Tourisme médical Demandez la qualité et l'expertise

Davantage intéressés par la qualité des salles d'opération que par l'ambiance des casinos, les touristes médicaux sont en quête d'équipements modernes et de professionnels qualifiés.
« Les services que nous fournissons sont d'excellente qualité et exigent une solide expertise. La plupart des patients étrangers qui viennent nous voir ont les moyens de s'offrir de tels traitements », explique le docteur Tan Kai Chah, chirurgien à l'hôpital Gleneagles.
Cet établissement estime d'ailleurs que le nombre de voyageurs arrivés dans la cité-Etat dans le seul but de rendre visite à des hôpitaux et cabinets de médecins singapouriens devrait augmenter de 15 à 20 % au cours des trois prochaines années. La plupart des patients viennent d'Asie du Sud-est (Inde, Chine, Vietnam, Myanmar) mais aussi des pays du Golfe ou d'Afrique, notamment pour les traitements de maladies du sang et les transplantations de reins et de foie.
Singapour a ainsi reçu 1 million de touristes médicaux en 2012.

C. C.

Cosmétiques Soigner son entrée sur le marché du halal

D'après une enquête réalisée en 2012 par the Islamic Development Department (JAKIM), basé à Kuala Lumpur en Malaisie, 58 % des musulmans de Singapour connaissent les cosmétiques halals et achèteraient ces produits s'ils étaient disponibles à la vente.
Dédiés aux femmes musulmanes, ces produits de beauté sont certifiés sans alcool et sans extraits d'animaux, composants bannis par la charia. En plein boom en Asie, ce marché pèserait plus de 3 milliards d'euros dans le monde, selon une estimation d'une université malaisienne. Les consommatrices seraient essentiellement des femmes vivant à Singapour, en Malaisie et en Indonésie.
En raison de sa faible population domestique, Singapour ne peut générer de gros volumes de vente. En revanche, la cité-État est une vraie plateforme pour tester de nouveaux produits grâce à des consommateurs ouverts à la nouveauté. Avec plus de 80 % de produits réexportés, Singapour sert de vitrine commerciale et de porte d'entrée pour exporter dans la région, principalement en Thaïlande, en Indonésie et aux Philippines.

C. C.

Transports Urbains Miser sur la qualité

Afin de pouvoir répondre au besoin d'une population de 6,9 millions d'habitants d'ici 2030 et fournir des transports de qualité, Singapour va doubler son réseau de métro, ajouter des voies réservées au bus et développer les équipements "intelligents". « Vu la situation actuelle, je comprends que certains soient sceptiques sur notre capacité à gérer une population de 30 % supérieure à aujourd'hui. Mais ce plan va bien se réaliser grâce notamment à la multiplication par deux de la longueur des lignes de métro. Les améliorations pour les usagers seront très sensibles dans les cinq années qui viennent », a indiqué début 2013 le ministre des transports singapourien Lui Tuck Yew.
Ainsi, neuf lignes supplémentaires de métro vont être ajoutées aux quatre lignes existantes, portant ainsi la longueur totale du réseau à 360 kilomètres.
Le système tarifaire du réseau de bus étant très attractif pour les usagers singapouriens et pour anticiper la demande, depuis février 2012, le gouvernement singapourien a mis en place le Bus Service Enhancement Programme (BESP), comprenant un investissement de 615 millions d'euros afin de permettre aux opérateurs de bus d'accroître leur capacité. D'ici la fin de l'année, 190 bus supplémentaires vont être mis en service, permettant d'ajouter plusieurs lignes et d'augmenter la fréquence sur les lignes existantes. A l'horizon 2017, ce seront 550 nouveaux véhicules qui seront mis à la disposition des usagers. Une trentaine de kilomètres de voies réservées aux bus va aussi être créée.
Enfin sachez qu'à Singapour, la technologie a envahi les transports urbains pour faciliter et optimiser leur usage. La carte magnétique de paiement unique pour les transports « Ez Link card » permet de régler les transports en commun, les péages, les parkings (Electronic Parking System-EPS),et certains commerces.
Depuis 1998, la Land Transport Authority (LTA) – agence gouvernementale en charge de la planification, la gestion et la maintenance des transports urbains à Singapour – a mis en place un système de péage automatique Electronic Road Pricing (ERP) pour réguler le trafic.
Enfin, les compagnies de taxis, de bus et de métro ont développé des Smartphone Application pour réserver un taxi, vérifier les horaires de transports en instantané.
Le prochain défi sera de contenir le trafic afin d'éviter la saturation et la pollution, fléaux des métropoles internationales.

C. C.



C. Chomat

Le système de péage automatique ERP permet de réguler le trafic urbain.

Construction navale Livrer des sous-marins et des drones

Le partenariat stratégique, signé en octobre 2012 dans la cité-Etat par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault, laisse espérer de belles moissons futures dans la construction navale. Il s'agit d'un secteur dans lequel la France a toujours fait figure d'alternative aux Etats-Unis, emportant ainsi des marchés dans les hélicoptères, les avions ou les frégates. Dans les deux ans, la cité-Etat devrait lancer un appel d'offres pour s'équiper en sous-marins neufs. Le contrat sera vraisemblablement conclu avec un fournisseur dans le cadre d'un partenariat assurant à Singapour des transferts de technologie et une partie de la construction. « Au fil du temps, d'une simple flotte de garde-côtes Singapour est passé à une marine hauturière. Et maintenant l'objectif est de se doter de sous-marins neufs », confiait le 15 mai, à la veille de « s'envoler » pour le salon Imdex à Singapour (14-16 mai), Jean-Marie Carnet, délégué général du Groupement des industries de construction et d'activités navales (Gican). Située à l'extrémité sud de la péninsule malaise, la cité-Etat possède une position stratégique. En se dotant de matériels militaires, de maintien de l'ordre et de lutte contre la piraterie, elle peut ainsi contrôler les flux au large du Détroit de Malacca, une des grandes artères du commerce mondial. Peu nombreux, les Singapouriens cherchent à acquérir des matériels sophistiqués, correspondant à leur volonté de tirer de façon générale leur économie vers l'innovation et la productivité. La fourniture de sous-marins va aussi s'accompagner de marchés dans la formation, la maintenance et l'entretien. Singapour est aussi intéressé par l'achat de drones : systèmes de poissons autopropulsés sous-marins, navires de surface et avions spécialisés. *F. Pargny*


D.R.

Dans les deux ans, un appel d'offres pour des sous-marins devrait être lancé.

La fourniture de sous-marins va aussi générer d'autres marchés.

LE MOCI COMMUNICATION

ESSEC BUSINESS SCHOOL Europe | Asia-Pacific

lemoci COMMUNICATION

« Une offre complète afin de former des managers capables de réussir en Asie »

Hervé Mathe, professeur de stratégie et innovation, président d'ISIS, Directeur et doyen d'ESSEC Asia-Pacific*


DR

Quand et pourquoi avez-vous créé ESSEC Asia-Pacific à Singapour ? Quels sont les objectifs ?

L'ESSEC est active en Asie depuis plus de trente ans au travers de partenariats avec des universités de haut rang de la région, d'échanges de professeurs et d'étudiants et de délivrance de doubles diplômes. En 2005, nous avons ouvert le campus de Singapour qui s'est progressivement révélé comme une véritable plateforme ouverte sur l'ensemble de la zone. Nous nous appuyons également sur les bureaux de Pékin, Tokyo et Mumbai dans notre développement.

Quelles sont les principales activités d'ESSEC Asia-Pacific destinées aux entreprises?

Nous avons lancé en 2012 une offre de cycles courts de formation pour dirigeants d'entreprises et d'agences publiques sur des thématiques telles que : le marketing digital, le management et le marketing dans l'industrie du luxe, l'accroissement des performances des systèmes de santé, le marketing et le management dans la culture islamique, l'innovation de service et l'émergence des nouveaux modèles économiques, parmi d'autres. Il s'agit de séminaires modulables de 2-3 jours, qui peuvent être combinés entre eux. Une partie de ces modules est aujourd'hui proposée dans d'autres villes d'Asie telles que Taipei, Shanghai, Pékin par exemple, parfois en collaboration avec nos universités partenaires en Asie. L'offre actuelle comprend douze modules et plus de 120 dirigeants ont été accueillis jusqu'ici.

Quels sont vos projets ?

Quatre « Masters of Science » spécialisés, de format international et délivrés exclusivement en langue anglaise, vont être mis en place d'ici 2015. Les domaines couverts sont les suivants : marketing digital ; maitrise intelligente de l'information et conseil; économie et management des systèmes de santé ; et innovation stratégique en économie de service et développement de nouveaux modèle économique. En 2014, nous accueillerons la première promotion de l'« Executive MBA ESSEC-Mannheim Asia-Pacific», qui sera développé et piloté depuis Singapour sous forme modulaire avec immersion dans différents pays d'Asie.

Les savoir-faire traditionnels et l'expérience de l'ESSEC sont complétés d'analyses approfondies des mécanismes économiques propres au développement en Asie et du jeu des acteurs en forte croissance. La majorité des enseignants impliqués dans cette entreprise sont d'origine asiatique, dotés d'un profil pluriculturel, et riche d'expériences acquises en Europe ou en Amérique du Nord.

* *The Institute for Strategic Innovation & Services. Paris - Singapore*

RÉGLEMENTATION

Ce qu'il faut savoir

pour rayonner dans l'Asean à partir de Singapour

Les autorités singapouriennes développent une politique d'attraction des investisseurs étrangers qui peuvent ainsi profiter de leur implantation locale pour rayonner dans l'Asean et plus largement en Asie. Les conditions d'installation sont relativement faciles et la plateforme de Singapour offre aussi des avantages commerciaux, explique ici deux avocats d'affaires du cabinet Rajah & Tann LLP.

Située sur une petite Île à l'extrémité sud de la péninsule malaisienne, la cité-Etat de Singapour est souvent décrite comme le pont entre l'Est et l'Ouest, l'Orient et l'Occident et un point d'ancrage idéal pour accéder aux différents marchés de la région. De fait, nombre d'entreprises internationales ont choisi de s'y établir et de l'utiliser comme la plateforme de leurs opérations régionales, voire mondiales.

Il est vrai que, malgré sa petite taille et son absence de ressources naturelles, Singapour possède un des revenus par habitant les plus élevés du monde et que, dans le cadre d'une économie de marché, son gouvernement mène une politique très pro-business, favorable aux investisseurs étrangers. Le pays leur est ouvert et la corruption y est absente – un élément important lorsqu'il s'agit de prendre une décision d'établissement. Singapour a, par ailleurs, investi massivement dans des infrastructures solides. En particulier, son réseau de transport et de télécommunications connecté à de nombreux pays lui permet d'être un carrefour en matière de transport de personnes et de marchandises. Singapour est aussi considéré comme un territoire les plus propices au monde pour y conduire et développer ses activités commerciales. La cité-Etat est notamment un site idéal pour rayonner dans l'ASEAN (Association des nations du Sud-est asiatique), voire en Asie.

1/ Investir

Principales restrictions aux IDE

Le cadre légal et réglementaire de Singapour a été pensé pour attirer les investissements directs étrangers (IDE). Mises à part certaines industries telles que la presse, la diffusion télévisuelle, la banque ou l'immobilier, pour lesquelles une autorisation particulière de certaines autorités/administrations est requise, Singapour ne pose pas de limite à l'investissement étranger. Par exemple, contrairement à d'autres pays de la région, il n'est pas nécessaire de compter des Singapouriens au capital des entreprises. Ainsi, rien ne s'oppose en principe à ce qu'une personne étrangère détienne jusqu'à 100 % du capital d'une société.

Principaux régimes d'incitation

Il existe un grand nombre de mesures d'incitation offertes aux investisseurs. Ces dispositifs sont gérés par plusieurs autorités ou administrations (voir encadré sur les administrations compétentes), comme l'Economic Development Board (EDB). La liste des différentes mesures d'incitation peut être consultée à l'adresse suivante : http://www.iras.gov.sg/irasHome/page.aspx?id=1746. Quant à la liste administrée par EDB, elle est accessible sur le site http://www.edb.gov.sg/ content/edb/en/why-singapore/ready-to-invest/incentives-for-businesses.html.

Les mesures d'encouragement proposées peuvent être des dotations spécifiques à certaines activités ou des incitations fiscales. Des réductions d'impôts importantes sont ainsi accordées en matière de recherche et développement. Des exemptions et/ou incitations fiscales spécifiques permettent aussi de favoriser le développement de certaines industries, telle que l'industrie maritime qui revêt une importance particulière pour Singapour ou encore les activités high-tech.

D'autres mesures visent à encourager les entreprises étrangères à utiliser Singapour comme une base pour l'ensemble de leurs activités dans la région. Par exemple, dans le trading, IE Singapour administre le Global Trader Programme (GTP), dont le but est d'inciter les entreprises à conduire l'ensemble des activités, de l'approvisionnement à la distribution, à partir de Singapour. Une entreprise admise dans ce programme peut notamment bénéficier d'un impôt réduit, de 5 ou 10 %, pour certaines activités. Un autre exemple est le Pioneer Incentive, qui permet aux entreprises établies à Singapour, y produisant ou développant des services high-tech, de profiter d'une exonération d'impôt sur certains bénéfices.

2/ Créer une société

Bureau de représentation

• Règles légales/Formalité (incluant les coûts légaux)

Pour la plupart des secteurs d'activités, les entreprises étrangères peuvent soumettre leur demande en utilisant le portail sécurisé de International Entreprise Singapore ("IE Singapore") (cf. https:// roms. iesingapore.gov.sg). Certains critères relatifs au

Les administrations compétentes pour obtenir un régime incitatif

Celles-ci varient en fonction de l'activité de l'entreprise et des mesures d'incitation dont les entreprises souhaitent bénéficier. Les autorités gouvernementales principales sont l'Autorité Maritime et Portuaire (www.mpa.gov.sg), l'Economic Development Board (EDB) (www.edb.gov.sg), la Monetary Authority of Singapore (MAS) (www. mas.gov.sg) et International Enterprise (IE) Singapore (www.iesingapore. gov.sg).

chiffre d'affaires de l'entreprise étrangère (qui doit être supérieur à 250 000 dollars américains), la durée d'établissement du bureau de représentation (3 ans maximum) et le nombre d'employés (5 au maximum) doivent être respectés. Toute demande doit, en outre, être accompagnée d'une copie du certificat d'enregistrement de l'entreprise étrangère (extrait RCS ou équivalent) et des derniers comptes annuels certifiés. Une contribution aux frais de traitement de 200 dollars singapouriens (SGD) par an est demandée. Cette somme n'est pas remboursée si la demande est refusée ou si l'entreprise décide de la retirer. À noter qu'il existe des formalités un peu différentes s'agissant de certaines industries pour lesquelles la demande est adressée à d'autres autorités ou administrations spécialisées. Par exemple, un cabinet d'avocats souhaitant ouvrir un bureau de représentation devra soumettre sa demande auprès du bureau de l'Attorney General (cf. http://app.agc.gov.sg/ elms-shineinternet/TransactionForms. aspx?t=elms). Pour l'établissement du bureau de représentation d'une compagnie d'assurance, la demande doit être envoyée à la Monetary Authority of Singapore (MAS) qui prendra en considération la notoriété nationale et internationale de la compagnie, sa notation par les agences de notation et d'autres critères encore comme sa solvabilité. De même, les demandes émanant de banques seront déposées à la MAS.

• Les administrations compétentes

Pour la plupart des secteurs d'activités, l'autorité ou administration compétente est IE Singapore (cf. www.iesingapore.gov.sg). Pour les institutions financières, il s'agit de la MAS (cf. www.mas.gov.sg).

Succursale

• Règles légales/Formalité (incluant les coûts légaux)

Le Companies Act s'applique en cas de création d'une succursale (branche) par une entreprise étrangère. Le nom de la société doit au préalable être autorisé et des frais de 15 SGD devront être acquittés pour ce faire. L'accord est en général obtenu assez rapidement. Néanmoins, le délai variera de 14 jours à 2 mois quand, dans des cas particuliers, l'accord d'autres autorités ou administrations est nécessaire. Une fois que le nom est approuvé, l'entreprise peut engager le processus d'enregistrement/inscription en soumettant les documents nécessaires. En général, les frais d'enregistrement d'une société par action/parts sociales s'élèvent à 300 SGD. Dans les cas spécifiques, le montant est relevé à 1 200 SGD. En principe, une succursale est enregistrée dès le paiement des frais. À noter que l'entreprise étrangère doit nommer deux personnes physiques résidant à Singapour comme agents habilités à recevoir tout acte ou document au nom de l'entreprise. Précisons que ces agents doivent résider de façon habituelle à Singapour, à l'instar d'un Singapourien, d'un résident permanent ou d'un étranger vivant sur place et bénéficiant d'un visa de travail ou d'un 'dependant pass' (visa qui permet à la famille (femme et enfants mineurs) du titulaire d'un permis de travail de résider à Singapour).

• L'administration compétente

L'autorité ou l'administration compétente pour traiter et accorder les demandes



d'enregistrement est l'Accounting And Corporate Regulatory Authority (ACRA), dont l'adresse du site est www.acra.gov.sg. La demande d'enregistrement peut être effectuée sur www.bizfile.gov.sg.

Filiale

En général, la plupart des entreprises étrangères optent pour une "Private Limited". Les informations fournies ci-dessous ont ainsi trait à ce type de structure, qui est, de loin, la plus communément employée.

• Règles légales / Formalité (incluant les coûts légaux)

Les règles applicables se trouvent dans le Companies Act. Il y a deux étapes principales pour procéder à l'établissement d'une filiale à Singapour : (1) le nom doit être approuvé ; et (2) la création de la structure. Une fois que le nom de la filiale a été approuvé par l'ACRA, il sera protégé pendant deux mois, ce qui correspond à la durée légale pour la filiale. L'enregistrement peut être effectué "en ligne" en une semaine, dès lors que le nom a été approuvé sans délai (comme mentionné précédemment, le nom peut être soumis a l'approbation d'autres autorités – par exemple s'il contient le terme banque/*bank* ou assurance/*insurance*) et les documents nécessaires a la constitution ont été transmis. Ces documents comprennent notamment les noms, prénoms, désignation, adresses des administrateurs pressentis de l'entité singapourienne, les statuts de ladite entité, l'adresse du siège de l'entité a Singapour, etc. Les frais relatifs a l'approbation du nom s'élèvent à 15 SGD. Les frais d'enregistrement d'une entreprise par actions/parts sociales se montent à 300 SGD. Une entreprise est, en général, enregistrée des que les frais d'enregistrement sont réglés. Toutefois, le délai peut varier de 14 jours à 2 mois, si la demande doit être revue ou approuvée par d'autres autorités ou administrations.

Les délais habituels pour obtenir les documents requis pour créer une société

Les délais dépendent essentiellement du temps requis pour finaliser les statuts de la société (ie si l'on utilise des statuts standards ou pas) et de la possibilité de fournir les autres documents nécessaires. En principe, le processus prend une semaine.

• L'administration compétente

L'autorité ou administration compétente est l'ACRA, dont l'adresse du site est www.acra.gov.sg. La demande d'enregistrement peut être effectuée via www.bizfile.gov.sg.

3/ Bénéficier des conventions commerciales

Singapour a conclu des accords de libre-échange, dont l'objectif est de réduire ou d'éliminer les barrières à l'import/export de marchandises et faciliter le déplacement des biens et services d'un pays a l'autre ; et des accords fiscaux, relatifs à la double taxation, dont le but est d'éviter que le revenu perçu dans une juridiction par une personne résidant dans une autre juridiction soit taxé dans les deux juridictions. Ces accords fiscaux visent aussi à régir de façon claire la taxation de revenus provenant des flux d'activités économiques entre les deux juridictions ainsi que

THE ART OF GIVING BODY TO YOUR IDEAS





photos © Thinkstock

Mazars' unique integrated model combines global expertise with consistent quality of service. We are one global partnership, sharing cohesive values that bind different cultures.

Mazars in Singapore specialises in audit, accounting, tax and consultancy services. Our clients benefit from the combined expertise of 150 Singapore-based professionals and our international team of 13,500 professionals in 71 countries.

www.mazars.com - www.mazars.sg

MAZARS

Le recours à des professionnels recommandé
Ce n'est pas obligatoire, mais il est recommandé de recourir à des professionnels pour l'établissement d'un bureau de représentation, d'une succursale ou d'une filiale à Singapour, dans la mesure où il arrive qu'il soit nécessaire d'engager un dialogue approfondi avec les autorités ou administrations compétentes.

les exemptions ou réductions d'impôts s'appliquant a certains types de revenus.

• Accord de libre-échange important

Le nombre d'accords de libre-échange (ALE) auxquels Singapour est partie prenante s'est considérablement accru au fil des ans. À ce jour, 18 accords régionaux et/ou bilatéraux ont été conclus avec 24 partenaires commerciaux au total. En tant que membre de l'Asean, Singapour bénéficie des ALE avec la Chine, l'Inde, le Japon, la Corée du Sud. Individuellement, la cité-Etat a signé de tels accords avec la Nouvelle-Zélande, les États-Unis et avec l'AELE ou Association européenne de libre-échange, composée de la Suisse, du Liechtenstein, de la Norvège et l'Islande. Pour plus de détails sur les accords de libre-échange en vigueur, vous pouvez consulter le site suivant www.fta.gov.sg/sg_fta.asp

• Petit focus sur les conventions bilatérales avec la France intéressant les entreprises

Il existe une convention bilatérale entre Singapour et la France tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôt sur le revenu. Cette convention peut être consultée à l'adresse suivante : www.iras.gov.sg/irasHome/uploadedFiles/Quick_Links/Protocol%20amending%20Singapore-France%20DTA(Ratified)(9Dec10).pdf

Abdul Jabbar, partner
avec Dominique Lombardi, partner (foreign lawyer). Rajah & Tann LLP

Les pratiques de paiement

Notes de risques pays
Euler Hermes : AA/Risque faible (avril 2013)
Coface : A 1 (mai 2013)
Ducroire : Risques les plus faibles : 1 politique, A commercial (mai 2013)

Monnaie locale
Le dollar de Singapour (SGD). Librement convertible. Taux de change au 17 mai 2013 : 1 EUR = 1,62 SGD, 1 SGD = 0,6190 EUR, 1 USD = 1,26 SGD, 1 SGD = 0,7964 USD

Meilleures monnaies de facturation
Le dollar américain et l'euro.

Conseillés
Selon le montant et l'ancienneté de la relation commerciale, crédit documentaire éventuellement confirmé ou virement bancaire, éventuellement garanti par une lettre de crédit stand-by ou par une assurance-crédit.

Déconseillés
Tous les autres.

Extrait de la fiche Singapour de « L'Atlas 2012 des risques pays à l'usage des exportateurs » du MOCI, paru le 7 juin 2012.

Kassar International
Conseil•Etude•Accompagnement

Jeudi 20 Juin 2013 à partir de 18H00

« DÉVELOPPEMENT D'AFFAIRES À L'INTERNATIONAL »

KASSAR INTERNATIONAL
vous propose un « **Cocktail dinatoire** » en Collaboration avec le **MOCI**

dans le cadre d'une rencontre privée avec
MONSIEUR ALAIN CHATILLON,
Président du pôle de Compétitivité AGRIMIP Sud-Ouest Innovation,
Sénateur, Maire de Revel

Présentation de
MONSIEUR MICHEL ROUX,
Trésorier du pôle de compétitivité AGRIMIP Sud-Ouest Innovation,
Directeur général de l'Ecole d'Ingénieurs PURPAN à Toulouse

En présence de
MONSIEUR FRANCIS LARUE,
Président de la commission international de la CCI de Toulouse

Lieu : Kassar International
23 rue Lafayette - 31000 Toulouse
Métro : Capitole

Les thèmes évoqués seront les suivants :
Développement d'affaires à l'international, pourquoi ? Raisons et stratégies,
Les avantages pour les PME/PMI françaises : marché, potentiels.
Témoignage : Exemple réussi de la société **Agro/Agri de la région Midi-Pyrénées**.

http://www.kassarinternational.com

Pratique

Contacts utiles

Service Economique Régional pour l'Asean
Tél. : (65) 6880 7878
www.tresor.economie.gouv.fr/pays/singapour

Mission économique Ubifrance
Tél. : (65) 6880 7898
E-mail : singapour@ubifrance.fr
http://www.ubifrance.fr/singapour/export-singapour-avec-notre-bureau.html

The French Chamber of Commerce in Singapore (FCCS)
Tél. : (65) 6933 1350
www.fccsingapore.com

Avocats et conseils

Rajah & Tann LLP
9 Battery Road #2501
049910 Singapour
Tél. : (65) 6232 0104
Fax : (65) 6428 2257
Langues parlées : anglais, chinois, bahasa (Malaisie et Indonesie), japonais, français, vietnamien, thaïlandais, etc.

Contact : Dominique Lombardi
Fonction : Partner (Foreign Lawyer)
dominique.lombardi@rajahtann.com
www.rajahtann.com

Shearman & Sterling LLP
6 Battery Road #25-03
049909 Singapour
Tél. : (65) 6230 3800
Fax : (65) 6230 3899

Contact : Bill McCormack
Fonction : Partner
wmccormack@shearman.com
www.shearman.com

Extraits de l'Annuaire des avocats publié le 16 mai dans le n°1940 du Moci.

Ouvrage

Guide Réussir à Singapour, février 2013, Chambre française de Commerce à Singapour (FCCS)
http://www.fccsingapore.com/index.php?id=322

Se rendre à Singapour

• Formalités
Un passeport valable six mois après la fin du séjour est exigé à l'entrée à Singapour. Le séjour touristique maximum autorisé est de trois mois. On délivre aux Français qui arrivent à Singapour par voie aérienne un visa (Social Visit Pass) de trois mois. Il faut veiller à respecter la date limite du visa.
Bon à savoir
Gardez précieusement avec votre passeport votre carte d'immigration délivrée à l'entrée du territoire. Pas de vaccin obligatoire.

• Monnaie et change
Le dollar de Singapour (SGD). Régime de change flottant.
Taux de change : 1 euro = 1,62 SGD.
Bon à savoir
Toutes les cartes bancaires sont acceptées à Singapour. On peut trouver de nombreux distributeurs de billets.

• Décalage horaire avec la France
+ 6h en été ; + 7h en hiver. Loueurs de voitures présents à l'aéroport de Changi : Avis : www.avis.com - Hertz : www.hertz.com
Bon à savoir
Pendant les 12 premiers mois de son séjour à Singapour, tout conducteur de plus de 18 ans peut conduire avec son permis de conduire valide accompagné d'un permis international ou d'une traduction en anglais légalisée par son ambassade.

Programme Ubifrance

Agroalimentaire
Viande et produits transformés
• Rencontre Acheteurs
Singapour et Malaisie
16-21 septembre
Isabelle.nguyen@ubifrance.fr
Ingrédients alimentaires
• Invitation d'acheteurs sur pavillon France - Salon Vitafoods Asia à Hong-Kong
3-5 septembre
Isabelle.nguyen@ubifrance.fr
Fruits de mer
• Rencontre Acheteurs - Salon Seafood Asean à Hong Kong - Septembre
Isabelle.nguyen@ubifrance.fr

Mode, habitat, santé
Cosmétiques
• Rencontres acheteurs Beauty
Singapour, Malaisie - 7-10 octobre
Fatema.ismaldjee@ubifrance.fr
• Rencontres acheteurs cosmétiques et accessoires pour animaux
Singapour, Australie - 11-15 novembre
Fatema.ismaldjee@ubifrance.fr

Infrastructures, transport, industrie
Energie
• Mission découverte downstream
Singapour, Malaisie - 10-13 juin
Singapour : Estelle.david@ubifrance.fr
Malaisie : Magali.voisin-ratelle@ubifrance.fr
• Rencontres d'affaires hydrocarbures à Brunei - Brunei - Fin 2013
Singapour : Estelle.david@ubifrance.fr
Environnement
• Rencontres acheteurs à l'occasion d'IGEM - Malaisie, Singapour - Octobre
Malaisie : Magali.voisin-ratelle@ubifrance.fr
Singapour : Estelle.david@ubifrance.fr
Sécurité civile
• Travailler avec la police et les forces de sécurité - Singapour ou Paris
Fin 2013
Singapour : Estelle.david@ubifrance.fr
Transports urbains
• Vendre à la Land Transport Authority pour les projets de métro et de transports intelligents - Singapour ou Paris
Fin 2013
Singapour : Estelle.david@ubifrance.fr

Nouvelles technologies, innovation, services
Nouvelles technologies de la santé
Rencontre acheteurs « Solutions TIC pour la Santé » - Sydney Singapour
17-21 septembre
Australie : bertrand.raoult@ubifrance.fr
Singapour : Vivien.yen@ubifrance.fr